

LA CONTRE-RÉVOLUTION PRÉVENTIVE

Luigi FABBRI

1922

d'après l'ouvrage "*La Lutte humaine*" de Gaetano MANFREDONIA

aux *Éditions du Monde libertaire*

1994

Avant-propos de l'éditeur:

Nous reproduisons ici le texte intégral du travail de Luigi Fabbri "*La Controrivoluzione preventiva*" (*La Contre-révolution préventive*) publié pour la première fois en 1922. Nous avons utilisé pour notre traduction l'édition publiée en 1975, à Pistoia, dans la collection «*V. Vallerà*».

Avant-propos de l'auteur:

Malgré toutes les bonnes intentions que j'avais en commençant le présent travail, je n'ai pas complètement réussi, en examinant le sinistre problème du fascisme, à rester «*au-dessus de la mêlée*».

Bien des fois j'ai cherché à refréner la douleur et l'indignation qui guidaient ma main, mais, aussitôt après, le sentiment blessé me dictait des paroles en harmonie avec un état d'âme troublé et exacerbé. C'est qu'en réalité je ne suis pas au-dessus de la mêlée. Pour des raisons personnelles, par tempérament et habitude, et aussi un peu par devoir professionnel - compte tenu du milieu où je vis - je me tiens assez à l'écart du mouvement actif et militant. Je ne participe par conséquent que trop peu à l'âpre lutte sociale, et presque exclusivement par ma pauvre plume, bien que, de tout mon cœur et de toute mon âme je sois moi aussi au cœur de la mêlée.

J'y suis maintenant depuis trente ans, comme anarchiste et comme révolutionnaire, et je me considère moi aussi comme un soldat obscur de la grande armée prolétarienne, qui se bat contre le vieux monde; et si c'était pour moi un motif d'orgueil lorsque le sort était propice et que la classe ouvrière, de victoire en victoire, semblait proche de l'ultime conquête, je me sens plus fier d'être des siens à l'heure grise et amère des désillusions et des défaites. Je garde d'ailleurs l'espoir d'une revanche plus ou moins proche, car si les trop faciles attentes d'une heure tourbillonnante furent déçues, ma foi reste ferme dans l'immanquable triomphe de la justice pour tous, égalitaire et libertaire.

Peut-être cette dure leçon de la réalité était-elle nécessaire. Trop de scories, depuis quelque temps, s'accumulaient le long du chemin, trop de choses futiles étaient dites et faites, et les trop faciles succès attiraient à nous des personnes intéressées - qui se servaient de l'idée comme d'une couverture ou d'une boutique - ou bien des ambitieux - qui y voyaient un moyen de réussir. Peut-être le sort favorable rendait-il certains camarades moins bons et moins justes, ou trop complaisants et tolérants avec ce début de dégénérescence qui toujours s'insinue dans les mouvements qui paraissent les plus forts et les plus proches du triomphe. Et si la tempête est venue, et si le vent a balayé les scories et toutes les choses futiles, s'il a débarrassé le

champ des personnes intéressées et des ambitieux, nous pouvons aussi déplorer que la foudre ait abattu des arbres robustes et fertiles, que beaucoup de récoltes aient été gâchées; mais en échange la terre, sous l'araire de la douleur, sera devenue plus féconde, plus pur et plus frais l'air rénové par l'ouragan.

S'il est vrai qu'à quelque chose malheur est bon, le mal reste toujours le mal, et comme tel il est à combattre. Pour cela il faut le regarder en face, l'examiner. Les modestes pages qui suivent, même si elles ne prétendent pas à l'impartialité et à la sérénité olympienne, peuvent servir une telle fin; moi aussi en effet je suis un partisan dévoué à la cause pour laquelle je milite et je suis profondément solidaire de tous les opprimés - quelle que soit leur école politique particulière - qu'aujourd'hui, avec tant de désinvolture et d'impunité, on bastonne, on tue, on incendie et on détruit. Mais quelle que puisse être la part de la passion, j'espère malgré tout ne pas avoir outragé la vérité.

Je n'ai pas écrit ici la chronique du fascisme; j'ai seulement fait allusion ici et là à des événements précis, plutôt à l'appui de mon raisonnement que dans un but proprement narratif. Beaucoup de mes affirmations peuvent donc sembler trop absolues et axiomatiques. Et pourtant, il n'y a pas une affirmation qui ne corresponde à des faits précis, déterminés, dont les journaux sont remplis depuis un an, et pas seulement les journaux exclusivement extrémistes. Le plus âpre et le plus violent réquisitoire contre le fascisme peut se faire en prenant comme base documentaire les journaux conservateurs les plus favorables au fascisme ou les journaux fascistes eux-mêmes.

Du reste, le phénomène fasciste n'est pas une particularité italienne. D'une manière encore plus grave il se manifeste en Espagne, et s'est manifesté en Allemagne, en Hongrie, dans les deux Amériques et ailleurs. Déjà avant la Première Guerre mondiale, les exemples de persécutions et de réaction illégale exercées par des citoyens privés - en dehors de la loi et contre elle - n'ont pas manqué. Les pogroms en Russie et les lynchages en Amérique en furent, sous certains aspects, une anticipation. Aux États-Unis il y a toujours eu, en outre, une sorte d'armée de policiers privés au service des capitalistes, qui opèrent en accord avec la police officielle, mais indépendamment du gouvernement, en temps de désordre et de grève.

Le fascisme italien a ses caractères propres, une diversité d'origine, de comportements, etc... Par certains aspects il est meilleur, par d'autres il est pire que ses frères ou précurseurs d'outre-monts ou d'outre-mer. Mais il n'est pas tout à fait une nouveauté. Peut-être en trouverait-on des anticipations historiques, si on relisait les chroniques de l'Italie de 1795 à 1860. Par exemple, les *Sanfedisti* (1) semblent avoir été à l'origine - parmi les sociétés secrètes - une secte patriotique et, à sa façon, réformatrice; mais ensuite cette secte devint réactionnaire et pro-autrichienne et elle mit son poignard homicide au service des tyrans de l'Italie. Elle aussi alors «*conspira*» illégalement pour la défense des institutions, contre les conspirateurs «*rouges*» de la *Charbonnerie* et de la *Jeune Italie*.

Plus particulièrement dans l'État romain, à Faenza, à Ravenne, etc..., les *Sanfedisti* se bagarraient avec les *Carbonari*; mais le gouvernement n'inculpait que ces derniers. De Castro raconte dans *Mondo segreto* (vol. VIII): «*Dans la ville et sur les terres de Frosinone une canaille armée et sanguinaire tuait et pillait sous le prétexte de défendre le trône et de faire la chasse aux libéraux; et le gouvernement condamnait les libéraux au gibet et acquittait les brigands*». Il n'y a rien de vraiment nouveau sous le soleil, à ce qu'il semble! Et si les efforts liberticides et anti-populaires les plus violents n'ont pas réussi dans le passé à barrer la route aux idées nouvelles, à empêcher la chute des vieilles institutions et le surgissement des nouvelles, ils n'y réussiront pas non plus aujourd'hui, ils n'y réussiront pas dans l'avenir.

*Sorgono i vivi al posto degli estinti
Sul lutto é la speranza,
Sconfinato é l'esercito che avanza
Serenamente calpestando i vinti*

*Les vivants naissent à la place des disparus
Sur le deuil est l'espoir,
L'armée qui avance est immense
En piétinant sereinement les vaincus (2)*

Bologne, 15 octobre 1921.

P.S. Il s'est écoulé un peu plus de deux mois depuis que j'ai terminé cet écrit; depuis, beaucoup de nouveaux événements se sont produits, qui déjà exigeraient des développements plus vastes sur le sujet, des

(1) Note du traducteur: Nom donné à l'origine au mouvement contre-révolutionnaire et clérical qui se déchaîna, en 1799, dans le royaume de Naples et en Toscane contre les jacobins italiens.

(2) Traduction mot-à-mot de l'extrait de: *Sulla bressia* de la poétesse Ada NEGRI (1870-1945), très proche du régime mussolinien.

discussions sur de nouvelles questions, etc... Puisque cela n'était pas possible, je me suis borné à ajouter, en relisant les épreuves de mon travail, pour les choses les plus importantes, quelques lignes et des notes succinctes ici ou là.

LE FASCISME EST LE PRODUIT LE PLUS NATUREL ET LE PLUS LÉGITIME DE LA GUERRE... (1)

L'étude des événements historiques faite à trop brève distance de ceux-ci ou, pire encore, pendant qu'ils se déroulent est la plus difficile qu'on puisse imaginer. En outre elle risque de provoquer de graves erreurs, soit parce que les passions du moment exercent trop leur influence, soit parce que les choses vues de trop près se distinguent presque aussi mal que si elles étaient trop lointaines.

Et pourtant, cette sorte de monographies sur les événements contemporains est utile comme matériau dont pourra se servir l'historien futur, lequel aura sous les yeux non seulement l'aride chronique des faits énumérés dans les gazettes, mais aussi le jugement de ceux qui en furent les spectateurs ou qui y participèrent plus ou moins en personne; il pourra se faire une idée plus claire des faits eux-mêmes, les voir d'un point de vue plus complet et global, et reconstruire ainsi le cadre historique de toute la période de la manière approximativement la plus proche de la vérité.

Pour que ce matériau d'étude soit vraiment utile, il convient que celui qui le fournit s'efforce de rester aussi serein et objectif que possible dans l'énonciation des faits. Il faut qu'il en fasse le commentaire et qu'il exprime à leur propos ses pensées et ses sentiments en toute sincérité, afin que le lecteur étranger puisse se rendre compte non seulement de la trame de l'événement matériel, mais aussi de l'état d'esprit général ou engendré par lui.

Je ne sais si je réussirai, sur un sujet qui me passionne profondément, à être suffisamment objectif et serein, mais je m'efforcerai de l'être le plus possible. Cela dit, je tenterai de défendre mon point de vue avec sincérité et sans rien cacher, certain que je suis de servir par là - comme je ne pourrais le faire autrement - l'idée qui m'est chère et qui pour moi représente la cause même de la justice.

Le fascisme est le produit le plus naturel et le plus légitime de la guerre; je dirai même qu'il est la continuation, dans tous les pays, de la guerre mondiale commencée en juillet 1914 et non encore terminée, malgré tous les traités de paix partiels ou généraux.

La guerre de 1914 à 1918 n'a pas eu lieu seulement aux frontières, mais aussi à l'intérieur de chaque nation. Partout, la prétendue «*union sacrée*» contre l'ennemi extérieur fut un mensonge conventionnel, que chacun acceptait pour la forme, tout en sachant que c'était une fiction. La contrainte étatique et militaire, comme la crainte de dommages encore pires, consécutifs à une éventuelle invasion étrangère, empêchait le déchaînement des hostilités à l'intérieur; mais le conflit des classes et des partis persistait et l'animosité était d'autant plus grande qu'elle ne pouvait s'exprimer librement. En réalité, dans chaque pays, il y avait quelque chose de plus profondément haï que l'ennemi extérieur.

Ce conflit, ces hostilités, même dans les années de la guerre, se manifestaient de mille façons différentes, dans les occasions et les circonstances les plus variées. Mais, une fois la guerre terminée avec l'armistice, et avec elle également la contrainte militaire et la menace d'invasion, les conflits et les hostilités internes se sont immédiatement manifestés sous leur véritable aspect et dans toute leur intensité.

D'ailleurs, la guerre entre les nations n'est pas finie; ses modalités, ses formes, etc..., ont changé, mais aux frontières de l'Allemagne et de la Russie, dans les Balkans, en Asie mineure, etc..., elle continue. Les rapports cependant ont été inversés. Alors qu'avant 1918 la guerre aux frontières prédominait, et que la guerre civile, à l'intérieur de chaque pays, restait à l'état potentiel ou se déroulait sournoisement, accumulant les rancœurs pour l'avenir, c'est le contraire désormais qui se produit. C'est la guerre civile qui fait le plus de bruit, qui s'impose d'abord à l'attention, au moins en Italie; l'autre guerre, en revanche, sommeille et se manifeste à peine sournoisement ici et là, plus ou moins entretenue, et se traîne dans les congrès officiels et dans les antichambres diplomatiques, dans lesquels s'accumulent les prétextes, les raisons, et les causes de guerres futures.

Le fascisme, la guérilla entre fascistes et socialistes - ou plus exactement entre bourgeoisie et prolétariat

(3) Titre de cette partie choisie par *Anti.mythes*.

- n'est pas autre chose que le terme naturel, la conséquence matérielle des hostilités de classes qui se sont affûtées pendant la guerre et qui se sont accrues grâce au concours d'une quantité de circonstances et de faits secondaires; or ces faits seulement en apparence, et pour peu de temps, peuvent avoir dénaturé le caractère prédominant du fascisme qui se révèle lorsqu'on y pense le moins.

Le fascisme répond à la nécessité de défense des classes dirigeantes de la société moderne. Comme tel, il ne faut pas l'identifier exclusivement avec les formations officielles, numérotées, contrôlées et mises en carte par les «*faisceaux de combat*». Ceux-ci ont donné leur nom à la chose, ils ont ouvert la voie, ils ont fourni le noyau central organisé, ils ont tissé le drapeau de ralliement, ils ont offert ou tenté d'offrir une raison idéale à la lutte; ils ont ainsi fait beaucoup - mais ils n'ont pas tout fait. En réalité, ils ne sont pas tout le fascisme; et quelquefois il arrive que le fascisme nie non seulement en paroles, mais dans les faits - et parfois par les faits les plus cruels - bien des pré-supposés idéaux du programme que les premiers fascistes brandissaient comme un drapeau.

Avec la guerre s'est constituée une plus grande unanimité prolétarienne contre la classe dirigeante, et cela a approfondi de façon extraordinaire le fossé entre les classes: chacune voit dans l'autre un ennemi déclaré, et particulièrement la classe au pouvoir qui, voyant son pouvoir menacé, perd la raison. Ce qui l'exaspère le plus, peut-être, c'est précisément de sentir qu'elle ne peut se défendre sans recourir à la violence et à la guerre civile - qu'en théorie et avec ses lois elle avait toujours condamnées -, sans miner elle-même les bases fondamentales et les principes sur lesquels, depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a bâti ses institutions.

La menace prolétarienne a soudé en un bloc les classes dirigeantes, dont le fascisme constitue aujourd'hui une sorte de milice et un point de ralliement. Et par classe dirigeante il ne faut pas entendre seulement la bourgeoisie au sens strict du mot: il y a aussi les catégories les plus rétrogrades, toutes les castes qui vivent de façon parasitaire autour de l'arbre de l'État ou qui en forment les ramifications: les fournisseurs du gouvernement et les industries protégées, la police devenue aujourd'hui pléthorique, la haute bureaucratie et la magistrature, tous plus ou moins à tendance fasciste. A cela s'ajoute la bourgeoisie foncière, rétrograde par sa nature et ses traditions, qui se trouve le dos au mur face aux revendications croissantes des paysans, auxquelles à long terme elle ne pourrait faire face sinon en renonçant à tout profit, c'est-à-dire au privilège même de la propriété.

Autour de la classe dirigeante proprement dite se sont regroupées également des classes, sous-classes et catégories, auxquelles l'état actuel des choses ne promet rien de bon, mais qui, compte tenu de leur état d'esprit fourvoyé, s'illusionnent de vivre ou de pouvoir vivre grâce à l'État ou aux privilèges d'autrui, mieux que les ouvriers: la petite-bourgeoisie, de nombreux employés et enseignants, certaines catégories de professions libérales et ainsi de suite. Viennent grossir cette foule tous les politiciens sans troupes et les besogneux du journalisme, dont la disparition des partis intermédiaires démocratiques, radicaux, etc..., a fait des ratés, des personnes irritées envers la classe ouvrière; classe ouvrière qui ne veut pas entendre parler d'eux et des panacées charlatanesques qu'ils proposent.

De cet état de choses, de cette formation spontanée d'un véritable bloc conservateur, bénéficient naturellement les vieux partis, conservateurs par définition et par tradition, qui ont à nouveau le vent en poupe. Le fascisme est un peu le porte-drapeau de tous, il est bien accueilli, courtoisé partout, à la caserne et à l'université, dans les commissariats et au tribunal, dans les bureaux de la grande industrie et dans les banques des agrariens. Il bénéficie des hommages plus ou moins circonspects et dissimulés même de la part de quelques caciques appartenant à des partis qui pourtant lui sont opposés par principe, car ils ont leur base militante dans les masses, comme le parti républicain et le parti clérical.

Les fascistes véritables, avec l'insigne à la boutonnière, sont relativement peu nombreux; mais c'est la solidarité, l'aide directe et indirecte, la complicité mal dissimulée de toutes les diverses forces de conservation qui les rendent forts.

C'est avant tout en tant qu'organisme et instrument de défense armée et violente de la classe dirigeante à l'encontre du prolétariat, devenu à ses yeux trop exigeant, compact et envahissant, que le fascisme est une continuation de la guerre.

Ce serait trop simple de dire que la guerre mondiale a été une sorte de guerre internationale contre le prolétariat et contre la révolution. La guerre a eu d'autres facteurs, d'autres causes tout aussi importantes; mais il est certain qu'une des raisons qui ont précipité le conflit européen, un des facteurs qui expliquent

pourquoi aucune classe dirigeante - ni en France, ni en Allemagne, ni en Russie, ni en Autriche, ni en Angleterre, ni en Italie -, dans aucun pays, n'a fait ce qu'il aurait été nécessaire et ce qu'elle aurait pu faire pour éviter la guerre, c'est précisément l'espoir que chacune avait de se sauver de la révolution, d'épuiser la classe ouvrière devenue trop forte, de briser avec une énorme saignée les résistances populaires, de consolider les trônes et particulièrement la domination de la ploutocratie bancaire et industrielle.

Beaucoup, comme on dit, ont compté sans l'hôte; une fois les vannes ouvertes, le courant a emporté de nombreuses couronnes en Allemagne, en Russie, en Autriche, etc..., mais chacun a joué sa carte dans l'espoir de vaincre; c'est-à-dire de vaincre non seulement l'ennemi stationné aux frontières, mais aussi l'ennemi intérieur, le prolétariat organisé, le socialisme et la révolution.

En soutenant cela je ne crois guère exagérer. Le professeur C.A. Laisant (4) de l'*École polytechnique de Paris*, en 1912, déjà, dénonçait la conspiration ploutocratique en faveur de la guerre, et rapportait la confiance d'une personnalité financière parisienne qui lui expliquait pourquoi, dans le conflit des Balkans de cette année-là la haute banque française subventionnait en même temps les diverses parties belligérantes: c'est que des Balkans, comme cela est effectivement survenu, l'incendie se serait propagé à toute l'Europe, et c'est l'incendie qu'on voulait.

«Ce que nous voulons, disait cette personne, c'est la certitude d'avoir la voix au chapitre, quel que soit le résultat des hostilités, et devenir de fait les arbitres de la situation, et nous le sommes. Désormais, la guerre européenne sera inévitablement la conséquence des événements actuels, parce que nous le voulons et parce qu'il est impossible de nous résister. Nous voulons la guerre, elle nous est nécessaire pour de multiples raisons, dont la principale est l'accroissement de la force des classes ouvrières organisées, tout spécialement en France et en Allemagne... Si les progrès de l'organisation ouvrière continuent, dans dix ans plus rien ne pourra l'arrêter, et nous nous trouverons en face d'une catastrophe révolutionnaire certaine, devant une ruine universelle et irrémédiable... Il est vrai qu'il y aura un immense charnier, la faim et les épidémies feront encore plus de dommages que les fusils et les canons, mais on ne peut pas défendre des intérêts tels que les nôtres avec un sentimentalisme humanitaire. Nous rebâtirons sur les ruines. L'organisation ouvrière, génératrice de désordre économique, sera brisée dans le monde entier... De toute façon, nous n'avons pas le choix des moyens. Avec le moyen suprême de la guerre européenne, nous avons l'avantage d'une victoire à coup sûr. Il nous importe peu de savoir qui sera vaincu et qui sera vainqueur, car en fin de compte notre ennemi est le prolétariat, et il sera vaincu. Nous resterons les vrais vainqueurs» (5).

Peut-être dans sa citation Laisant a-t-il noirci le tableau, mais le concept demeure: la guerre était nécessaire pour arrêter les progrès que le prolétariat faisait aux dépens du capitalisme. Mais le capitalisme, je le répète, n'a pas bien fait ses comptes; le coup a dépassé la cible, et les classes dirigeantes de toutes les nations n'ont pas toutes des raisons de se satisfaire de l'issue de la guerre. Cela dit, si l'on se place du point de vue international, le prolétariat apparaît déjà battu partout - bien que tout espoir pour lui ne soit pas encore évanoui et que le coup d'aile qui en relève le sort soit encore possible.

Comme je l'ai déjà dit, nous regardons les choses de trop près; et peut-être ce qui nous apparaît comme une défaite n'est-il qu'une trêve, le prélude d'une victoire prolétarienne future. Mais il est inutile de vouloir jouer au prophète. Telles que sont les choses aujourd'hui, on doit constater que pour le prolétariat en ce moment, ça va mal partout.

Tous les idéaux démocratiques, libéraux, égalitaires qu'on brandissait pendant la guerre ont été mis de côté. En France comme en Angleterre, aux États-Unis comme dans le lointain Japon, c'est la réaction qui triomphe aussi bien sur le terrain politique que sur le terrain économique. Les gouvernements et les capitalistes y sont plus forts qu'auparavant et les prolétaires s'y trouvent dans des conditions de bien-être et de liberté pires qu'avant la guerre de 1914.

La même chose peut être dite de pays comme la Yougoslavie, l'Espagne, etc...

Il semblerait que les nations militairement vaincues - Allemagne, Autriche, Hongrie, Turquie, Russie - puissent faire exception du point de vue politique. Certes, cela n'est le cas ni de la Hongrie ni de la Tur-

(4) Charles-Ange LAISANT (1841-1920): député français de 1876 à 1893, dont un dernier mandat *«boulangiste»*!, (voir: [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_dept\)/4281](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/4281)), il abandonna toute perspective politique et devint anarchiste (voir: <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article10511>). (Note A.M.).

(5) *La Bataille syndicaliste* de Paris, 18 déc. 1912.

quie, pays réduits en lambeaux, à la merci des vainqueurs et du pire des militarismes à l'intérieur, toujours sous la menace de nouvelles guerres. En revanche, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie ont la réputation de bénéficiaire de régimes libres; mais l'Autriche est étouffée de toutes parts, désormais sans vie propre, et l'Allemagne, qui peut résister, a des armées ennemies sur son sol, et a dû étouffer sa propre révolution et la réduire à sa plus petite expression. Dans aucune de ces nations, malgré les apparences, on ne peut dire que le prolétariat soit aujourd'hui plus libre et émancipé qu'avant la guerre européenne; au contraire, il y est de surcroît esclave, indirectement, du capitalisme étranger.

Seule la Russie apparemment fait exception. Toutefois, plus le temps passe et plus cette révolution semble nous préparer d'amères désillusions. Certes, il s'en est fallu de peu que cette révolution ne bouleverse et n'envoie à vau-l'eau tous les projets hégémoniques du capitalisme international; d'ailleurs, toute menace de sa part ne semble pas écartée. Mais les probabilités d'une reprise de l'activité révolutionnaire russe sur l'Europe diminuent un peu plus chaque jour. Un parti qui se dit socialiste et prolétarien y détient le pouvoir, c'est vrai; mais le prolétariat ouvrier et paysan n'a gagné jusqu'à présent qu'un changement de joug, la substitution du capitalisme d'État au capitalisme privé, et la dictature militaire la plus âpre au tsarisme.

Jusqu'à l'année dernière, après la Russie, le pays le plus révolutionnaire d'Europe semblait être l'Italie; et, tandis que dès la fin de 1920 la réaction étatique et capitaliste prenait partout le dessus, il semblait que l'Italie devait faire exception.

L'Italie en effet était, à la fin de la guerre, dans les conditions les meilleures pour une révolution. D'un côté, elle ne sortait pas défaite militairement du conflit, elle n'avait pas d'armée ennemie sur son sol, pas de réparation ni d'indemnités de guerre à payer, ni de menace étrangère qui l'empêchait de faire à l'intérieur ce que bon lui semblait. De l'autre, cependant, tant à cause de la stupidité de ses gouvernants que du cynisme des autres vainqueurs alliés, profitant de ses maigres ressources naturelles pour lui passer autour du cou le nœud coulant du pire des chantages, l'Italie fut traitée dans le concert des nations presque comme si elle avait été vaincue; tandis que sa classe dirigeante sortait de la guerre épuisée et avilie, face à un prolétariat qui exigeait ses droits.

Alors que les autres États vainqueurs avaient été renforcés par la guerre, l'État italien en fut affaibli. Et, tout naturellement, l'affaiblissement de l'État avait provoqué celui du capitalisme, qui se serait écroulé s'il n'avait pas eu avec lui la force armée des gendarmes et des soldats. Mais cette force semblait abandonner la classe patronale chaque jour un peu plus.

D'où le bond en avant du mouvement ouvrier et de tous les partis révolutionnaires grossis également par esprit de réaction contre la guerre qui, en Italie, s'était faite contre la volonté des masses populaires. Ces masses pourtant auraient dû être instruites par la guerre, qui avait eu lieu malgré elles. On aurait dû savoir une bonne fois qu'il ne suffit pas d'être majoritaire pour vaincre, pour ne pas se voir imposer la volonté d'autrui. Au contraire, l'illusion qu'il suffisait d'être nombreux pour surmonter toutes les difficultés subsista.

A partir du début de 1919, ce fut une véritable ivresse. Sur chaque place d'Italie, on se retrouvait par centaines de milliers; la presse socialiste et révolutionnaire se vendait comme des petits pains; les souscriptions pour les journaux extrémistes atteignaient des sommes qui auraient été considérées auparavant comme fabuleuses. Les partis ouvriers, particulièrement le parti socialiste, et les unions de métiers, devenaient très nombreux, pléthoriques. Tous parlaient de révolution, et effectivement la révolution recueillait le consensus du plus grand nombre, et même ses adversaires s'y préparaient. Les élections de novembre 1919, faites sur un programme extrémiste, quadruplèrent le nombre des députés socialistes et, en battant les partis favorables à la guerre, portèrent l'ivresse au délire.

Mais la révolution ne venait pas, elle ne se faisait pas. Seuls se tenaient des meetings, beaucoup de meetings; et avec eux, des manifestations, des cortèges, des parades et des mises en scène innombrables. Il semblait que le prolétariat italien attendait le renouvellement du miracle de Jéricho: que la bastille bourgeoise, que l'État capitaliste s'écroulent au seul chant des hymnes révolutionnaires et au claquement des drapeaux rouges. Au début, le spectacle était beau, impressionnant; même les privilégiés du pouvoir et de la richesse en étaient conquis et attendaient l'effondrement. Mais l'effondrement, évidemment, ne survint pas, puisque personne ne se décidait à mettre la main à la pâte.

Par ailleurs, l'ivresse durait depuis trop longtemps, depuis presque deux ans; et les autres, ceux qui étaient chaque jour menacés d'être renversés de leur trône et dépouillés de tout privilège, commencèrent à se rendre compte de la situation, de leur propre force, de la faiblesse adverse. Les occasions propices à

la révolution tant de fois annoncée n'avaient pas manqué. Pourquoi n'ont-elles pas été saisies, sinon par mauvaise volonté, par incapacité, par faiblesse ou par peur?

En trois occasions différentes, en particulier, les institutions monarchistes furent sur le point d'être renversées. Et si elles ne le furent pas, ce fut uniquement parce que leurs adversaires n'osèrent pas. La première fois fut au printemps de 1919, pendant les émeutes contre la vie chère qui se propagèrent comme une traînée de poudre dans toute l'Italie, aidées même dans certaines localités par des éléments de l'armée. La garde royale n'avait pas encore été instituée, les soldats étaient fatigués d'être maintenus sous les armes, et l'État n'avait pas de forces sérieuses à opposer à un soulèvement un tant soit peu important. La deuxième fois fut à la fin de juin 1920 pendant le soulèvement militaire d'Ancône, qui sema la pagaille au sein du gouvernement; une action audacieuse aurait suffi à faire proclamer la république, régime alors vu d'un bon œil, même par une partie de la bourgeoisie. La troisième occasion eut lieu pendant l'occupation des usines, en août-septembre 1920; occupation qui, si elle s'était étendue à toutes les autres catégories de métiers et si elle avait été appuyée par les partis et organisations du prolétariat, aurait pu produire une des révolutions les plus radicales et les moins sanglantes que l'on puisse imaginer.

Dans cette dernière circonstance, en outre, la classe ouvrière était pleine d'enthousiasme et suffisamment armée. Le gouvernement lui-même admit plus tard qu'il n'avait alors pas de forces suffisantes pour vaincre toutes ces forteresses que constituaient les usines dans lesquelles les ouvriers s'étaient barricadés.

Et on ne fit rien, jamais !

Et la responsabilité en incombe un peu à tous, principalement aux socialistes qui constituaient le parti révolutionnaire d'Italie le plus fort. En juin 1919 il ne voulut rien faire pour ne pas porter préjudice à une manifestation en faveur de la Russie décidée par eux-mêmes pour les 20-21 juillet suivant, et qui d'ailleurs n'eut aucun effet. Pendant les émeutes d'Ancône, en 1920, les communistes qui dirigeaient le parti socialiste repoussèrent toute idée de soulèvement républicain parce que cela aurait conduit à une république social-démocrate modérée, et ils voulaient la dictature communiste: tout ou rien. Ils n'eurent rien! On sait comment se termina l'occupation des usines: avec la farce de Giolitti promettant le contrôle ouvrier dans les usines! Et cette fois, ceux qui s'opposèrent tout spécialement à la continuation et à l'extension du mouvement furent les réformistes de la *Confédération du travail*, qui eurent peur que le gouvernement n'ait recours, pour vaincre, à une répression féroce, laquelle aurait, selon eux, définitivement brisé tout le mouvement ouvrier et socialiste. Hélas! La pire et la plus violente destruction se produisit de toute façon - comme on le verra - précisément parce qu'alors on n'eut pas le courage d'oser!

La principale responsabilité, je l'ai dit, de ce *dolce far niente* (6) revient aux socialistes. Mais un peu de responsabilité - moins grande, naturellement, et en rapport avec leurs forces moins importantes - revient aussi aux anarchistes, qui, dans les derniers temps, avaient conquis un ascendant notable sur les masses et ne surent pas l'utiliser. Ils savaient ce qu'il fallait faire, pour l'avoir dit mille fois auparavant et pour l'avoir répété à leur congrès de Bologne en juin 1920. Le gouvernement et la magistrature, d'ailleurs, crurent vraiment que les anarchistes avaient fait ce travail de préparation qu'ils avaient tant appuyé (7). Plus tard, quand la réaction fut possible, et que Malatesta, Borghi et d'autres furent arrêtés, on chercha à organiser des procès contre ce travail de préparation qui était censé avoir été fait; on chercha des preuves dans toute l'Italie, on fit des centaines de perquisitions et d'interrogatoires. On ne trouva rien; et le juge instructeur lui-même dut convenir que les anarchistes avaient seulement fait des... meetings et des journaux!

Je parle, évidemment, en règle générale et pour l'ensemble du mouvement. Cela n'exclut pas que localité par localité, de diverses façons, spontanément, des révolutionnaires de diverses écoles aient préparé et agi. Mais il manqua tout un travail d'ensemble, tout un accord concret, toute une préparation un peu vaste en mesure de pousser à l'initiative révolutionnaire, même contre la mauvaise volonté et la résistance passive du socialisme le plus modéré.

L'abandon des usines, à la suite de l'accord entre la confédération et Giolitti, fut comme le début de la re-

(6) *dolce far niente* - mot-à-mot: doux + faire + rien; *Qu'il est doux de ne rien faire!* (Note A.M.).

(7) Je dois préciser que beaucoup de mes compagnons anarchistes n'acceptent pas de reconnaître leur part de responsabilité. Ayant, quant à moi, lors d'un nouveau congrès anarchiste (Ancône, novembre 1921) répété cela, certains de mes amis me reprochèrent de jeter des cailloux sur le pigeonier. Alors que je pense qu'il fut des moments pendant lesquels les anarchistes auraient pu prendre l'initiative d'un mouvement révolutionnaire, d'autres, peut-être plus nombreux, soutiennent que cela n'était pas possible: que sans le concours direct et volontaire du parti socialiste et de ses organisations économiques il n'y avait rien à faire; et que par conséquent toute la responsabilité de la révolution manquée incombe aux socialistes.

traite d'une armée qui, jusque-là, avançait. Immédiatement un sentiment d'abattement courut dans les rangs ouvriers et, à l'inverse, le gouvernement commença à faire sentir ses propres forces. Ici et là commencèrent les perquisitions, puis les arrestations. Un mois à peine après l'abandon des usines, la première tentative de réaction fut accomplie aux dépens du parti révolutionnaire le moins nombreux, les anarchistes.

Entre le 10 et le 20 octobre survint ce qui n'aurait pas été possible trois mois auparavant: furent emprisonnés sous des prétextes risibles (8) Borghi, plusieurs rédacteurs et administrateurs d'*Umanità nova* (le quotidien anarchiste de Milan), Malatesta et d'autres anarchistes dans diverses localités. Il y eut quelques protestations sporadiques, quelques grèves de protestation à Carrare, dans le Valdarno, dans la Romagne toscane, mais les chefs avaient donné comme mot d'ordre de ne pas bouger et, en général, la masse ouvrière ne bougea pas. Les socialistes rassemblés à Florence disaient à qui venait leur demander conseil et soutien qu'il n'y avait rien à faire. Les anarchistes furent laissés seuls.

La réaction conservatrice avait désormais la voie libre, et continua son chemin, d'abord à pas lents, puis à un rythme de plus en plus rapide.

Mais la réaction classique de l'état de siège, des lois d'exception, de la dissolution des associations, n'était plus possible. La réaction policière pouvait suffire pour les minorités anarchistes et ultrarévolutionnaires; elle était au contraire impuissante, insuffisante et pouvait avoir des effets contraires au but poursuivi contre les grandes masses prolétariennes. C'était trop et trop peu en même temps.

Et pourtant, la classe dirigeante avait besoin de profiter de l'arrêt momentané de l'offensive prolétarienne pour lancer sa propre offensive contre le prolétariat.

La désillusion, l'abattement, la débandade dans les rangs ouvriers pouvaient être passagers, et ceux-ci pouvaient se ranimer et reprendre les positions perdues, et avancer encore. En outre, même le statu quo n'était pas tenable: les salaires ouvriers étaient trop élevés pour laisser aux patrons la marge de gains désirée; de même n'était pas tenable la position des patrons face aux ouvriers, étant donné l'attitude d'irrévérence et d'insubordination de ceux-ci, qui limitait et diminuait toujours plus l'autorité de ceux-là, et, avec l'autorité, le prestige et le profit.

Les autres conquêtes ouvrières aussi, vu la crise, devenaient une difficulté insoutenable pour la classe patronale, une limitation, une érosion telle du droit de propriété qu'elles ressemblaient à un lent étranglement. La journée de huit heures, les commissions internes d'usine, les grèves partielles et générales, les bureaux de placement, les horaires de travail obligatoires, la limitation du travail aux pièces, l'interdiction de la production de guerre, les amendes pour le non-respect des accords, etc..., et avec tout cela les impôts du gouvernement, le contrôle des prix des denrées alimentaires et des logements, autant de choses qui finirent par donner aux patrons l'impression qu'ils n'étaient plus tels.

Tout cela était ressenti encore davantage dans les campagnes, où les ouvriers agricoles étaient presque tous organisés et, aidés par la conquête des mairies et par tout un réseau serré de coopératives de production et de consommation, de bureaux de placement, etc..., limitaient le droit de propriété de façon à lui retirer toute faculté de disposer d'elle-même et de lui faire craindre la mort par suffocation. D'où la colère des propriétaires terriens, qui criaient à la ruine. Et cela pouvait bien représenter, d'une certaine façon, leur ruine en tant que propriétaires; non pas, j'entends, la ruine de la production - laquelle au contraire s'accroissait énormément parce que chaque travailleur avait intérêt à tirer de son travail le plus grand profit. Je note au passage que cela n'était cependant pas (comme beaucoup de socialistes l'imaginaient) un prélude à la propriété collective. Il s'agissait avant tout d'un lent passage de propriété, de la formation de toute une nouvelle classe propriétaire, qui avec le temps serait devenue un élément de conservation.

Mais en attendant, les agrariens, dont les intérêts étaient lésés, hurlaient, sans se soucier si ce qui survenait était du socialisme ou du capitalisme. Et tous firent bloc, profitant du moment propice, pour faire pression contre le prolétariat et le refouler le plus en arrière possible, pour lui retirer tout ce qu'il était possible des positions déjà conquises et des droits déjà acquis. Cette offensive de la classe dirigeante, commencée depuis un an, dure encore et ne semble pas près de se terminer. Dans cet effort de la classe dirigeante le fascisme représente l'élément volontariste, ce que dans le langage guerrier on appelle les *arditi* (9) des ba-

(8) Ces prétextes furent si risibles que toutes les personnes arrêtées furent ensuite acquittées et livrées, les unes pendant l'instruction, les autres au procès.

(9) *Arditi*: audacieux, volontaires.

taillons d'assaut. Les fascistes pourraient dans un certain sens être appelés les *bersaglieri* (10) des forces de conservation sociale, les corps francs de la contre-révolution.

La force essentielle du fascisme réside dans le fait qu'il correspond à un large courant d'intérêts - de tous les intérêts -, aux ambitions, aux pouvoirs menacés par la révolution, par le socialisme, par le prolétariat. Il était dans une certaine mesure nécessaire aux conservateurs précisément parce que (comme je l'ai dit ci-dessus) les formes de la réaction classique étaient insuffisantes et dangereuses. Il fallait d'une part laisser à l'État l'apparence de la légalité et du libéralisme, mais en même temps l'immobiliser, afin d'avoir les mains libres pour attaquer le prolétariat sur tous les fronts - y compris ses activités les plus légales et les plus modérées - avec tous les moyens, même les plus violents, sans se préoccuper des préjugés démocratiques, légaux ou sentimentaux. A cette nécessité bourgeoise, le fascisme a remarquablement répondu, du point de vue conservateur, aidé de plus (et c'est cela peut-être qui a fait sa fortune) non seulement par le hasard, mais par les erreurs, dont certaines sont impardonnables, des hommes, des partis et des organisations ouvrières et socialistes.

De nombreuses catégories sociales, et pas spécialement bourgeoises, avaient été rendues hostiles au prolétariat socialiste par une quantité de petites et grandes choses, qui mises ensemble finirent par créer autour du mouvement ouvrier un état d'esprit irrité, une opinion publique ennuyée et fatiguée. Les harcèlements, les allusions, les railleries, les menaces vagues faites par des ouvriers et ouvrières dans la rue ou dans le tramway envers ceux qui passaient pour être - et souvent ne l'étaient pas - des messieurs ou des dames; l'air hautain, de surveillance et de contrôle, que se donnaient les ouvriers qui occupaient certaines fonctions dans les administrations publiques socialistes; la dérision envers les idées et les symboles différents ou opposés à ceux des socialistes; l'hostilité manifeste envers certaines catégories de personnes connues pour avoir été en faveur de la guerre (les étudiants, les officiers, etc...), tout cela indisposait de larges courants de l'opinion publique.

Sauf dans certains cas exceptionnels, lors desquels d'ailleurs la loi intervenait, de tels actes, gestes ou manifestations ne dépassaient jamais le stade de simples remontrances verbales, et ne prenaient aucun caractère de violence contre les personnes et les choses. Il a pu, je le répète, y avoir eu quelques exceptions, particulièrement dans les moments d'excitation des foules; pourtant ce n'était pas ces exceptions qui irritaient le plus, mais le lent supplice des hostilités imprécises, impersonnelles, diffuses, insaisissables, auxquelles on ne pouvait répondre ou se soustraire à cause de l'éducation insuffisante des masses, qui échappaient même aux chefs et aux organisateurs ouvriers; or toutes ces choses accumulées augmentaient le sentiment de malaise chez tous ceux qui n'étaient pas considérés proches des socialistes ou bien formellement encadrés dans leurs rangs.

Puis venaient les choses sérieuses, particulièrement les grèves très nombreuses dans les services publics, qui fatiguèrent à la fin de nombreux ouvriers également. Certes, je pense que même les ouvriers des services publics ont le droit de faire des grèves tant économiques que politiques, pour la simple raison que la première des libertés est la liberté individuelle de chacun de disposer de ses bras, de les offrir ou de ne pas les offrir selon sa volonté. Mais du point de vue de l'intérêt de classe et de l'intérêt révolutionnaire - pour lequel on doit chercher à obtenir les plus larges consentements possibles et réduire le nombre des positions hostiles -, les ouvriers eux-mêmes devraient mettre une limite à l'utilisation de cette arme à double tranchant très efficace en des moments et en des circonstances donnés, mais qui par nature tend à augmenter la contrariété du public à leur encontre et à limiter, non seulement auprès des classes dirigeantes, mais chez tous, les adhésions au mouvement.

Que la classe ouvrière d'une ville cesse à l'improviste le travail en signe de protestation contre un grave attentat aux libertés publiques, pour une tuerie injustifiée, pour une sérieuse atteinte au droit de s'organiser, etc..., cela est parfaitement logique. Ainsi, que les cheminots interrompent le service pour empêcher le départ d'un chargement de matériel de guerre au service de l'Entente contre la Russie ou pour empêcher l'arrivée de renforts de police et de troupes dans une ville en révolte, d'un point de vue ouvrier et révolutionnaire c'est pleinement compréhensible. Je me rends compte des désagréments que de telles mesures peuvent susciter, de l'indignation des adversaires et des conservateurs, et aussi des rigueurs de la loi, qui tend à préserver le privilège et le statu quo; mais un révolutionnaire, un socialiste, un anarchiste ne peut les désapprouver, et tout adversaire honnête et éclairé peut se rendre compte de la logique d'un tel comportement.

Ce qui irritait le plus et suscitait la mauvaise humeur dans le milieu ouvrier lui-même, c'était cependant

(10) *Bersaglieri*: corps d'infanterie légère d'élite des armées régulières durant les guerres d'indépendance italiennes. (Note A.M.)

toutes ces grèves générales lancées dans la seule intention de faire sentir la force d'un seul parti sur tous les autres, pour des prétextes variés et peu sérieux. Ce qui fatiguait le plus était l'arrêt à l'improviste des services publics les plus importants, soit pour de petits intérêts de catégorie, soit pour des faits encore plus dérisoires: pour une réunion, pour une commémoration, ou... parce qu'on avait marché sur le pied d'un organisateur en vue! Je n'exagère pas! Certaines interruptions du service des tramways, du service local des postes et télégraphes, etc..., étaient absolument injustifiées. Parfois les trains se sont arrêtés à cause de chargements de matériel de guerre de peu d'importance, et qui voyageaient dans la direction opposée à la frontière, ou alors parce qu'il y avait huit ou dix carabiniers, tout au plus, qui étaient transférés pour des raisons de service, sans motif spécial. Je ne juge pas l'excès de zèle de ces traminots ou de ces cheminots, animés certainement des meilleures intentions. Mais c'était comme mettre le feu à une grange pour allumer une pipe! Il manquait le sens des proportions entre cause et effet, et la disproportion alimentait de façon indigne l'hostilité contre le mouvement ouvrier (10).

Un autre fait qui avait fini par fatiguer beaucoup de monde, c'était les trop nombreux meetings publics. Après la période de rigueur et d'interdictions de la guerre, certains débordements étaient naturels: ce fut une façon pour les masses ouvrières de respirer librement, de manifester leurs sentiments et aspirations, de se retrouver et de se compter. Mais après quelques mois, cela aurait dû cesser, ou tout au moins s'atténuer et laisser la place au recueillement, à la préparation pour l'action décisive. Cela ne se fit pas, je l'ai déjà dit, et au contraire plus le temps passait et plus on faisait de meetings, et plus on faisait de meetings et plus ils ne débouchaient sur rien tandis qu'ils augmentaient sans profit l'irritation adverse. Ils transformaient en une véritable fureur irrépressible l'irritation des forces de l'ordre (carabiniers, gardes royaux et policiers) qui se trouvaient continuellement en service, souvent jour et nuit sans interruption, envoyés ici et là et qui, par-dessus le marché, subissaient continuellement le mépris et les injures de la foule (11).

Cette animosité est une conséquence logique de la fonction antipathique exercée par les forces de l'ordre dans les mouvements politiques. Surtout lorsque ceux-ci assument un caractère révolutionnaire, la force publique est là pour les réprimer, et elle ne peut s'attendre, certes, à des caresses et à des sourires de la foule contre qui elle est envoyée. En outre, les neuf dixièmes des conflits entre la foule et les forces de l'ordre sont dus aux excès de ces dernières et parce que ce sont elles qui commencent. Cela dit, on ne doit pas cacher que dans l'après-guerre il a manqué chez les révolutionnaires toute capacité de compréhension à propos de ces conflits. En particulier, on doit rappeler deux choses: que la grande partie des carabiniers avait été recrutée pendant la guerre et que ceux-ci n'avaient pas encore tous l'esprit de corps prétorien qui les caractérise; que la garde royale, de formation récente, constituée en grande partie de prolétaires, n'était pas encore complètement sûre pour les classes dirigeantes.

Que les ouvriers attaqués, bastonnés ou sur lesquels les forces de l'ordre ont tiré cherchent à se défendre, cela se comprend. Au cours d'un conflit, quand on reçoit ou qu'on donne des coups, il n'est pas possible de raisonner. Mais cela ne signifie pas que l'on doive, en dehors de ces cas exceptionnels, aussi systématiquement qu'inutilement, irriter par la parole, l'écrit, les insultes ou le mépris les hommes de la force publique qui au moins ont l'excuse d'être commandés et de ne pas savoir ce qu'ils font. S'adresser enfin - comme ce fut le cas - avec civilité et même avec un excès de flatterie et de courtoisie aux commissaires, aux policiers, aux préfets et aux ministres qui sont bien autrement et bien plus terriblement responsables des événements et méfaits des forces de l'ordre, c'était, du point de vue révolutionnaire, follement irrationnel.

C'est dans cette erreur d'attitude des révolutionnaires qu'il faut chercher une partie des raisons pour lesquelles aujourd'hui les forces de l'ordre sont aussi solidaires et complices du fascisme, au point de se moquer des ordres des commissaires et des circulaires des ministres. *«Les fascistes sont nos amis, ils nous défendent et nous serrent la main»*, me disait un groupe de gardes royaux parmi lesquels je fus mis en état d'arrestation pour quelques heures, voici quelques mois; *«Et vous voulez que nous nous mettions contre eux, pour vous qui nous appelez "fauves royaux" et qui nous traitez si mal, par la parole et par l'écrit? Mais*

(10) Cette hostilité serait restée impuissante si elle n'avait pas trouvé un développement ou une ample diffusion dans les classes moyennes, très nombreuses en Italie, car seulement dans très peu de centres, comme Milan, Turin et quelques autres, le prolétariat industriel et salarié constitue une majorité absolue et écrasante. Les marxistes ou soi-disant tels, parmi lesquels Lénine lui-même, aiment à railler les anarchistes comme *«petits-bourgeois»* et je ne m'étonnerais pas si mes constatations étaient utilisées pour remettre en circulation ce stupide et vieux lieu commun. Mais ce n'est certes pas la faute des anarchistes si le processus de prolétarianisation des classes moyennes prévu par Marx ne s'est pas confirmé et si celles-ci continuent à exister et à peser sur la vie publique, même s'il y en a qui par a priori doctrinal veulent les ignorer!

(11) C'est à cause de cette irritation des forces de l'ordre, contraintes à rester en service au-delà du supportable, qu'en certains endroits, comme à Sarzana et Modène, elles ont perdu patience même contre les fascistes, car en ces circonstances ces derniers étaient la cause la plus immédiate de leur surcroît de travail.

vous être fous! Contre vous nous sommes prêts à tout, et nous nous moquons même de nos supérieurs, s'ils nous disent de nous mettre contre les fascistes». Paroles textuelles, auxquelles je ne sus que répondre sinon par des phrases vagues, mais auxquelles je ne pouvais en moi-même donner tort.

Cela explique aussi comment tant de meetings finissaient souvent par des confrontations sanglantes avec les forces de l'ordre, sans autre résultat là encore que d'aligner une longue série de cadavres prolétaires. D'avril 1919 à septembre 1920 il y eut, en Italie, plus de 140 conflits mineurs ou sérieux avec issue mortelle, avec au total plus de 320 morts du côté ouvrier. A chaque tuerie, il y avait bien, dans les masses, un sursaut d'indignation; mais il y succédait, à chaque fois, un accroissement de déception, un sentiment plus fort de découragement et de fatigue, une plus grande indécision et une plus grande défiance envers leurs propres forces. Si bien que, après l'abandon des usines occupées, à la première résistance accrue du gouvernement la masse ouvrière baissa les bras.

Les mêmes événements qui avaient contribué à démoraliser et à fatiguer les foules ouvrières, en revanche, avaient irrité, renforcé, raidi et rendu plus compact leur ennemi. Une partie de la masse, en outre, avait affaibli son esprit combatif en atteignant un relatif bien-être dont elle se sentait satisfaite et qui lui faisait désirer le calme. Elle ignorait qu'elle avait atteint ce degré de bien-être précisément grâce aux efforts antérieurs et que ce bien-être était destiné à diminuer et à disparaître avec l'interruption des efforts qui avaient permis de l'obtenir.
